

19 octobre 2026

En tant que maire, comment ne pas ressentir de la peine et de la colère face aux images d'un Hôtel de Ville en flammes, comme à Limoges, d'équipements publics détruits ou de commerces pillés ? Ces images sont terribles. Elles nous touchent d'autant plus que les bâtiments et les équipements publics ne sont pas de simples biens matériels : ils sont nos biens communs, le patrimoine de toutes et tous, des lieux et des services utiles à chacun, mais dont les plus fragiles et les plus vulnérables ont souvent le plus besoin. Les détruire, c'est porter atteinte à ce qui nous rassemble et fragiliser encore davantage celles et ceux qui dépendent le plus de la solidarité collective.

Je souhaite apporter, au nom de la majorité municipale, tout notre soutien aux maires et aux équipes municipales en première ligne, confrontés à ces violences après un week-end particulièrement difficile.

Il est impossible toutefois de passer sous silence le contraste saisissant de ce week-end : alors que des pillards et des casseurs ont pu agir sans que des réponses adaptées semblent leur être opposées, des jeunes, des citoyennes et des citoyens venus manifester pacifiquement pour porter des revendications légitimes ont, dans le même temps, été exposés aux gaz lacrymogènes et encerclés par les forces de l'ordre.

Cette situation pose une question essentielle : celle de la juste réponse apportée aux violences, mais aussi du respect du droit de manifester pacifiquement. La protection des biens publics et des personnes doit aller de pair avec celle des libertés fondamentales.

Condamner avec force les violences et les dégradations ne doit pas conduire à détourner le regard de la colère qui s'exprime. Nous devons enfin entendre le mouvement massif de contestation contre la vie chère et la mobilisation d'une jeunesse qui revendique, avec force et espoir, le droit d'apprendre dans des conditions dignes et de pouvoir se projeter dans l'avenir.

Après dix années de macronisme, nous constatons l'affaiblissement des services publics, l'aggravation de la pauvreté et une colère sociale qui ne cesse de grandir.

Des pétitions réunissant plusieurs millions de signataires contre la loi Duplomb, des millions de manifestants contre la réforme des retraites, des mobilisations massives de lycéens : les alertes se multiplient. Pourtant, la réponse apportée reste celle de la poursuite des politiques néolibérales, de l'affaiblissement des services publics et du recul des droits sociaux. Et trop souvent, les forces de l'ordre semblent être les seuls interlocuteurs proposés à celles et ceux qui expriment des revendications légitimes.

Les modes de contestation habituels, portés par les syndicats, les organisations politiques et la mobilisation citoyenne, semblent balayés d'un revers de main par un pouvoir qui refuse trop souvent d'entendre. Après avoir contribué à affaiblir la légitimité de ces corps intermédiaires, le président Macron les convoque désormais pour tenter de renouer le dialogue. C'est une honte !

Il faut l'affirmer avec force : il est temps d'ouvrir une nouvelle séquence politique, au sens le plus noble du terme. Une séquence qui parte des besoins réels de la population pour construire des réponses concrètes, adaptées et durables.

Depuis plusieurs semaines, nous, élu-es locaux-ales, avons reçu des jeunes, nous sommes allés à leur rencontre et nous avons écouté leurs inquiétudes comme leurs revendications. Elles sont claires : des conditions d'apprentissage dignes, des moyens humains suffisants pour les accompagner et la fin du tri social que constitue Parcoursup.

Il appartient désormais au gouvernement de prendre ses responsabilités : entendre la jeunesse, protéger les biens communs et agir sur les causes profondes de cette crise.

Que le gouvernement entende, protège et agisse !

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' with a smaller 'e' and 'c' inside, followed by a period.

François DECHY
Maire de Romainville